

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 13 BIS DU 26 FEVRIER 1979 ADAPTANT A LA
LOI DU 3 JUILLET 1978 RELATIVE AUX CONTRATS DE TRAVAIL, LA CONVENTION
COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 13 DU 28 JUIN 1973 CONCERNANT L'OCTROI
D'UN SALAIRE MENSUEL GARANTI A CERTAINS EMPLOYES EN CAS
D'INCAPACITE DE TRAVAIL RESULTANT D'UNE MALADIE, D'UN
ACCIDENT DE DROIT COMMUN, D'UN ACCIDENT DU TRAVAIL
OU D'UNE MALADIE PROFESSIONNELLE, MODIFIEE PAR
LES CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL
N°S 13 TER DU 1er FEVRIER 1983,
13 QUATER DU 6 DECEMBRE 1983,
13 QUINQUIES DU 16 DECEM-
BRE 1986 et 13 SEXIES
DU 28 JUILLET 1992**

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires ;

Vu la convention collective de travail n° 13 du 28 juin 1973 conclue en exécution des points 18 à 21 de l'Accord interprofessionnel du 6 avril 1973 qui recommande d'accorder aux travailleurs un salaire mensuel garanti en cas d'incapacité de travail ;

Vu la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Les organisations interprofessionnelles de chefs d'entreprise et de travailleurs suivantes ...

ont conclu, le 26 février 1979, au sein du Conseil national du Travail, la convention collective de travail suivante.

CHAPITRE I - PORTEE DE LA CONVENTION

Article 1

La présente convention collective de travail remplace la convention collective de travail n° 13 du 28 juin 1973 et met les dispositions de celle-ci en concordance avec la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Commentaire

La convention collective de travail n° 13 du 28 juin 1973 a été conclue en exécution des points 18 à 21 de l'Accord interprofessionnel du 6 avril 1973 recommandant d'accorder à certaines catégories d'employés, pendant une période d'un mois, en cas d'incapacité de travail, un salaire garanti qui correspond au montant net du salaire qu'ils auraient obtenu s'ils avaient continué à travailler.

Les organisations interprofessionnelles de chefs d'entreprise et de travailleurs avaient, en effet, constaté que la différence à ce sujet entre les employés engagés à l'essai, pour une durée déterminée de moins de trois mois ou pour un travail nettement défini entraînant une occupation de moins de trois mois, d'une part, et les autres employés, d'autre part, posait un problème.

Elles ont estimé qu'il y a lieu de modifier et de compléter les dispositions de la convention collective de travail n° 3 du 9 juin 1970 qui avait apporté un début de solution à cette discrimination en octroyant à ces catégories d'employés, une indemnité complémentaire à celle de l'assurance maladie-invalidité en cas d'incapacité de travail résultant d'une maladie ou d'un accident de droit commun.

La convention collective de travail n° 13 du 28 juin 1973 a accordé aux employés un salaire mensuel garanti dans tous les cas d'incapacité de travail, que ce soit pour cause de maladie ou d'accident de droit commun, d'accident du travail ou de maladie professionnelle.

En ce qui concerne le repos d'accouchement, la question du salaire mensuel garanti a été réglée dans le cadre de l'assurance maladie-invalidité.

La présente convention collective de travail remplace la convention collective de travail n° 13 du 28 juin 1973 et met en concordance les dispositions de cette dernière avec celles de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

CHAPITRE II - CHAMP D'APPLICATION

Article 2

La présente convention s'applique aux employés engagés à l'essai, pour une durée déterminée de moins de trois mois ou pour un travail nettement défini lorsque la réalisation de l'objet du contrat doit entraîner normalement une occupation inférieure à trois mois, et à leurs employeurs liés par un contrat de travail d'emploi.

Les dispositions des chapitres III et IV ne s'appliquent pas lorsqu'existent des conventions collectives prévoyant des avantages équivalents ou supérieurs à ceux qui résultent de la présente convention.

Commentaire

Cette convention règle le cas des catégories spéciales d'employés visées aux articles 71 et 72 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, qui ne bénéficient pas d'une rémunération mensuelle garantie en cas d'incapacité de travail.

CHAPITRE III - INCAPACITE DE TRAVAIL RESULTANT D'UNE MALADIE OU D'UN ACCIDENT DE DROIT COMMUN

Article 3

[En cas d'incapacité de travail résultant d'une maladie autre qu'une maladie professionnelle ou d'un accident autre qu'un accident du travail ou un accident survenu sur le chemin du travail, l'employé visé par la présente convention a droit à une indemnité, à charge de l'employeur, pendant une période de 23 jours-calendrier qui suit la première période de 7 jours visée à l'article 71 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Pour avoir droit à cette indemnité, cet employé doit remplir les conditions prévues aux articles 71, alinéa 2, 52, § 1 et 73, § 2 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail] (1).

(1) Ainsi modifié par la convention collective de travail n° 13 quinquies du 16 décembre 1986 (article 1er).

Commentaire

[Les 7 premiers jours d'incapacité de travail à charge de l'employeur étant couverts par la rémunération normale en application de l'article 71 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, cet article vise les 23 jours restants pour obtenir une période de 30 jours.

La période de 23 jours comprend :

- les 7 jours, qui suivent les 7 premiers jours d'incapacité de travail pendant lesquels l'indemnité visée à l'article 3 constitue un complément au pourcentage de la rémunération dû par l'employeur en vertu de l'article 71, alinéa 1 de la loi du 3 juillet 1978 pour cette deuxième période de 7 jours; ce pourcentage s'élève à 60 % de la partie de la rémunération normale qui ne dépasse pas le plafond pris en considération pour le calcul des prestations de l'assurance maladie-invalidité ;
- les 16 jours restants pendant lesquels l'indemnité précitée constitue un complément aux prestations de l'assurance maladie-invalidité ; ces prestations s'élèvent à 60 % de la partie de la rémunération normale qui ne dépasse pas le plafond précité.

Le droit à l'indemnité est subordonné pour l'employé à l'obligation de remplir les conditions prévues aux articles 71, alinéa 2, 52, § 1 et 73, § 2 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail. Ceci implique, entre autres, que l'employé soit demeuré sans interruption au service de la même entreprise pendant au moins un mois. Lorsque l'employé atteint cette ancienneté pendant la période de salaire garanti visée par l'article 52, il peut prétendre à l'indemnité pour les jours restants.

Les organisations ont examiné en particulier le cas de l'employé qui remplit les conditions prévues aux articles 71, alinéa 2, 52, § 1 et 73, § 2 de la loi précitée, mais qui ne peut pendant les sept premiers jours de l'incapacité toucher en fait son salaire garanti parce que son contrat est suspendu; elles estiment que dans cette hypothèse, l'indemnité est également due pour la partie de la période des 23 jours-calendrier pendant laquelle la cause de suspension n'existe plus] (1).

Article 4

L'indemnité visée à l'article 3 correspond à [26,93 %] (2) de la partie du salaire normal qui ne dépasse pas le plafond pris en considération pour le calcul des prestations de l'assurance maladie-invalidité et à [86,93 %] (2) pour la partie du salaire normal qui excède ce plafond.

Commentaire

[Ce mode de calcul implique une modification des pourcentages mentionnés à l'article 4 de la convention collective n° 3 du 9 juin 1970 et modifiés par la convention collective n° 13 du 28 juin 1973, par l'article 1er de la convention collective de travail n° 13 ter du 1er février 1983 et par l'article 1er de la convention collective de travail n° 13 quater du 6 décembre 1983. Ces pourcentages sont ramenés respectivement de 27,93 % à 26,93 % et de 87,93 % à 86,93 % pour les employés. Sur cette indemnité, l'employeur aura à retenir le précompte fiscal calculé sur la totalité de la rémunération imposable qu'aurait touchée l'employé s'il avait travaillé.

(1) Ainsi modifié par la convention collective de travail n° 13 quinquies du 16 décembre 1986 (article 1er).

(2) Les pourcentages figurant dans la convention collective de travail n° 13 bis étaient respectivement de 30,5 % et 92,5 %. Ils ont été ramenés par la convention collective de travail n° 13 ter à 29,18 % et 89,18 %, par la convention collective de travail n° 13 quater à 27,93 % et 87,93 % et par la convention collective de travail n° 13 sexies à 26,93 % et 86,93 %.

Ces pourcentages forfaitaires de l'indemnité complémentaire à charge de l'employeur ont été obtenus comme suit :

Pour la partie du salaire inférieure au plafond de rémunération pris en considération pour le calcul des indemnités de l'assurance maladie-invalidité, l'on déduit du salaire garanti de l'employé (100 %) sa cotisation de sécurité sociale, actuellement fixée à 13,07 % ; restent 86,93 % dont 60 % à charge de l'A.M.I. et 26,93 % à charge de l'employeur.

Pour la partie du salaire dépassant ce plafond, l'on déduit du salaire garanti de l'employé (100 %) sa cotisation de sécurité sociale, actuellement fixée à 13,07 % ; restent 86,93 % à charge de l'employeur] (1).

Article 5

L'indemnité visée à l'article 3 n'est pas due une nouvelle fois, lorsqu'une nouvelle incapacité de travail survient dans les 14 jours qui suivent la fin d'une période d'incapacité de travail ayant donné lieu au paiement de l'indemnité pour une période de 23 jours.

Toutefois, l'indemnité est due pour la partie de la période de 23 jours restant à courir si la première période d'incapacité de travail n'a pas donné lieu au paiement de l'indemnité durant une période de 23 jours.

L'indemnité est due également lorsque l'employé établit par un certificat médical que cette nouvelle incapacité de travail est due à une autre maladie ou à un autre accident.

Commentaire

Cet article est établi en parallélisme avec l'article 73, § 1 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, étant donné que le régime du salaire hebdomadaire garanti est étendu à la partie restante des 30 jours, soit à 23 jours.

Article 6

La victime subrogera l'employeur, à sa demande, dans l'action contre les tiers responsables de l'accident visé à l'article 71, alinéa 1 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Commentaire

Il semble indiqué que l'employeur conclue avec l'employé une convention précisant que l'employeur peut exercer une action contre les tiers, en lieu et place de l'employé.

Les parties envisagent comme formule pratique un acte juridique unique : au moment du paiement de l'indemnité complémentaire, l'employé subroge l'employeur dans son action contre le tiers responsable de l'accident.

Article 7

Pour bénéficier de l'indemnité prévue par l'article 3, l'employé doit apporter la preuve de son incapacité pour les jours de travail non presté pendant la période visée à cet article.

(1) Ainsi modifié par la convention collective de travail n° 13 sexies du 28 juillet 1992 (article 1er).

L'employeur peut demander que cette preuve soit apportée, soit selon les règles de l'article 31, § 2, alinéa 2 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, soit selon celles de la réglementation de l'assurance maladie-invalidité. Ce choix doit être fait par voie de mesure générale pour l'ensemble des employés concernés.

Commentaire

1. Pour pouvoir prétendre aux indemnités visées à l'article 3, cet article oblige l'employé à apporter la preuve de son incapacité de travail pendant toute la période déterminée par cet article.
2. Si l'employé remet sans motif le certificat prouvant cette incapacité au-delà de la date requise, il ne sera indemnisé qu'à dater du jour de la remise de ce document. Si, par contre, un cas de force majeure l'a empêché de remettre le certificat dans les délais prescrits, il sera indemnisé pour toute la durée de son incapacité. Par force majeure, il convient d'entendre des cas tels que le fait d'habiter seul et de se trouver dans l'incapacité de se déplacer.
3. La question se pose de savoir si, en dehors de la preuve que l'employé a fournie pour obtenir le salaire hebdomadaire garanti, une nouvelle preuve est nécessaire pour avoir droit à l'indemnité complémentaire.

Il y a lieu de distinguer deux hypothèses à cet égard : ou bien le certificat médical initial correspond à la durée réelle de l'incapacité, ou bien celle-ci se prolonge au-delà de la durée prévue par ce certificat.

Si la durée de la maladie s'étend au-delà du délai prévu par le certificat médical initial, il y a lieu d'appliquer pour la partie restante de la période de 30 jours, la procédure définie à l'article 7, alinéa 2, à savoir que si l'employeur en fait la demande, l'employé présentera un certificat complémentaire d'incapacité de travail pouvant consister soit en une attestation de la mutualité, soit en une preuve fournie selon les dispositions de l'article 31, § 2, alinéa 2 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

4. Le choix de la nature de la preuve est laissé à l'employeur ; il doit avoir un caractère général pour tous les employés concernés, afin d'éviter une discrimination possible.

Par "employés concernés", il convient d'entendre tous les employés de l'entreprise visés par l'article 2. Dans les entreprises comportant plusieurs unités techniques d'exploitation, les "employés concernés" sont ceux qui appartiennent à une même unité technique d'exploitation, notion qui se retrouve dans la législation sur les conseils d'entreprise.

La mesure uniforme dont il est question peut, entre autres, faire l'objet d'une mention au règlement de travail qui, conformément à la loi, est établi en collaboration avec les travailleurs.

5. D'autre part, l'employeur a le droit de faire contrôler l'incapacité de travail de l'employé conformément à l'article 31, § 2 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, en faisant preuve toutefois d'une certaine souplesse aussi bien lorsque le certificat médical couvre la période de 30 jours que lorsqu'il y a prolongation de la maladie qui initialement devait durer moins de 30 jours. En tout état de cause, aucune attestation médicale superflue ne sera demandée.

Article 8

Dans les branches d'activité où il existe un fonds de sécurité d'existence, l'employeur est dispensé de tout ou partie des obligations résultant de la présente convention, dans la mesure où une décision de la commission paritaire, rendue obligatoire par le Roi, a mis ces obligations à charge du fonds de sécurité d'existence.

Article 9

Tout avantage complémentaire à ceux de l'assurance maladie-invalidité, payé par l'employeur ou par un fonds de sécurité d'existence pendant la période déterminée à l'article 3 est imputable sur le montant de l'indemnité fixée à cet article.

CHAPITRE IV - INCAPACITE DE TRAVAIL RESULTANT D'UN ACCIDENT DU TRAVAIL OU D'UNE MALADIE PROFESSIONNELLE

Article 10

En cas d'incapacité de travail résultant d'un accident du travail, d'un accident survenu sur le chemin du travail ou d'une maladie professionnelle, l'employé visé par la présente convention a droit, à charge de l'employeur, à une indemnité pendant la période de 23 jours-calendrier qui suit la période de 7 jours visée à l'article 72 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Cette indemnité complète les indemnités versées par l'assureur en matière d'accidents du travail ou par le Fonds des maladies professionnelles de manière à garantir à l'employé une rémunération correspondant au montant net du salaire qu'il aurait obtenu s'il avait continué à travailler.

Commentaire

Les sept premiers jours d'incapacité de travail étant couverts en application de l'article 72 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, cet article vise les 23 jours restant pour obtenir une période de 30 jours.

L'indemnité prévue par cet article complète les indemnités dues en vertu soit de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, soit des lois relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles, coordonnées le 3 juin 1970.

Article 11

L'employeur paie à l'employé, à titre d'avance, un montant égal au salaire normal de la période considérée.

La victime subrogera l'employeur, à sa demande, dans ses droits aux indemnités dues pour cette période, par l'assureur en matière d'accidents du travail ou par le Fonds des maladies professionnelles.

Commentaire

Un montant correspondant au salaire normal est payé par l'employeur à l'employé.

Selon les dispositions des articles 72, alinéa 3 et 54, § 2, alinéa 1 de la loi relative aux contrats de travail, les indemnités journalières dues à l'employé visé par la présente convention sont versées directement à l'employeur par dérogation à la législation en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles. La législation actuelle ne permettant pas que ce paiement à l'employeur puisse se faire pour les 23 jours restants, les organisations proposent qu'au moment du paiement du salaire normal, l'employé subroge l'employeur dans ses droits selon une procédure identique à celle qui est prévue au commentaire de l'article 6 de la présente convention.

Pour éviter que l'employeur et l'assureur ou le Fonds ne retiennent chacun les cotisations personnelles de sécurité sociale et le précompte fiscal sur les sommes afférentes à la période considérée, les parties signataires précisent que l'employeur doit réduire le salaire brut d'une somme correspondant à la cotisation personnelle de sécurité sociale de l'employé et effectuer sur le solde le précompte fiscal. En vertu de la subrogation dont question à l'alinéa précédent, l'assureur ou le Fonds versera dès lors à l'employeur qui aura agi de cette manière, le montant imposable de l'indemnité relative à la période considérée.

CHAPITRE V - NOTION DE SALAIRE NORMAL

Article 12

Le salaire normal se calcule conformément aux arrêtés pris en exécution de la loi du 4 janvier 1974 relative aux jours fériés.

Commentaire

Le texte de cet article prévoit que le salaire normal doit se calculer conformément à la législation sur les jours fériés.

CHAPITRE VI - DATE D'ENTREE EN VIGUEUR, DUREE, REVISION, DENONCIATION

Article 13

La présente convention a effet à partir de la date d'entrée en vigueur de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Elle est conclue pour une durée indéterminée. Elle pourra être révisée ou dénoncée à la demande de la partie signataire la plus diligente, moyennant un préavis de six mois.

CHAPITRE VII - DISPOSITIONS OBLIGATOIRES

Article 14

En ce qui concerne l'application du chapitre III concernant l'incapacité de travail résultant d'une maladie ou d'un accident de droit commun, les parties signataires ont convenu que des constats paritaires seraient établis sur l'évolution de l'absentéisme.

Sans préjudice d'autre décision prise par la commission paritaire, cette procédure est fixée comme suit :

1. Les commissions paritaires sont chargées de soumettre le questionnaire trimestriel figurant en annexe de la présente convention, à un certain nombre d'entreprises de leur secteur de manière à avoir un échantillonnage garantissant une représentativité suffisante.
2. Ce questionnaire sera rempli par le chef d'entreprise en accord avec le conseil d'entreprise ou à son défaut, la délégation syndicale.

A défaut de conseil d'entreprise ou de délégation syndicale, la concertation a lieu avec le personnel ou ses représentants.

3. Les questionnaires seront ensuite envoyés aux commissions paritaires qui en transmettront les résultats au Conseil national du Travail.

Cette enquête sera établie trimestriellement par les commissions paritaires.

Les parties signataires examineront en cas de préavis visé à l'article 13, dans quelles conditions la présente convention doit être reconduite ou revue, en se fondant sur ces constats.

Article 15

Les parties signataires s'engagent à revoir, à la demande de la partie la plus diligente, les taux forfaitaires visés à l'article 4 de la présente convention en cas de modification soit du montant des indemnités de l'assurance maladie-invalidité, soit du taux des cotisations de sécurité sociale.

Commentaire

Les organisations se sont engagées à revoir les taux forfaitaires de 30,5 % et 92,5 % visés à l'article 4 de la convention dans les deux cas suivants :

- 1) en cas de modification de l'actuel système de calcul du montant des indemnités dues par l'I.N.A.M.I. ;
- 2) en cas de révision du taux des cotisations de sécurité sociale.

Fait à Bruxelles, le vingt-six février mil neuf cent septante-neuf.

ANNEXE A LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 13 BIS (ARTICLE 14) CONCLUE AU CONSEIL NATIONAL DU
 TRAVAIL LE 26 FEVRIER 1979, ADAPTANT A LA LOI DU 3 JUILLET 1978 RELATIVE AUX CONTRATS
 DE TRAVAIL LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 13 DU 28 JUIN 1973 CON-
 CERNANT LE SALAIRE MENSUEL GARANTI POUR CERTAINS EMPLOYES.

Enquête sur les cas de maladie.	1. Période de référence	année
		trimestre
Questionnaire trimestriel.	2. Identité de l'entreprise	dénomination
		commission paritaire
3. Nombre d'employés engagés à l'essai, pour une durée déterminée de moins de 3 mois ou pour un travail nettement défini qui donne lieu à une occupation de moins de 3 mois, inscrits à la fin du trimestre.		hommes
		femmes
4. Nombre de journées de travail rémunérées au cours du trimestre pour les employés visés sous 3)		hommes
		femmes
5. Nombre de jours de maladie pour les employés visés sous 3), ayant donné lieu à application d'un salaire garanti au cours du trimestre.		
- à titre de salaire hebdomadaire garanti		hommes
		femmes
- en tant que complément, à titre du salaire mensuel garanti		hommes
		femmes
6. Nombre de cas de maladie pour les employés visés sous 3), ayant donné lieu à application		
- du salaire hebdomadaire garanti exclusivement		hommes
- à titre de salaire hebdomadaire garanti et salaire mensuel garanti		hommes
		femmes